



PRIMER EJERCICIO – PARTE B

25 de Mayo de 2019

Los Opositores deberán realizar una traducción directa al español por escrito y sin diccionario, durante un tiempo máximo de UNA HORA, de un texto determinado por el Tribunal en uno de los idiomas inglés o francés.

What future for Europe?

Jean Monnet, the great architect of European integration, concluded his 1976 memoirs with these words: ‘The sovereign nations of the past can no longer solve the problems of the present: they cannot ensure their own progress or control their own future. And the Community itself is only a stage on the way to the organised world of tomorrow.’ Given today’s global economy, should we already regard the European Union as no longer politically relevant? Or should we rather be asking how to unleash the full potential of over half a billion Europeans who share the same values and interests?

The European Union may soon have more than 30 Member States, with very different histories, languages and cultures. Can such a diverse family of nations form a common political ‘public sphere’? Can its citizens develop a shared sense of ‘being European’ while remaining deeply attached to their country, their region and their local community? Perhaps they can, if today’s Member States follow the example of the very first European Community — the ECSC — which was born from the rubble of the Second World War. Its moral legitimacy was based on reconciliation and consolidating the peace between former enemies. It adhered to the principle that all Member States, whether large or small, had equal rights and respected minorities.

Will it be possible to keep pushing ahead with European integration, claiming that the EU’s Member States and their peoples all want the same thing? Or will EU leaders make greater use of ‘reinforced cooperation’ arrangements, whereby ad hoc groups of Member States can move ahead without the others in this or that direction? The multiplication of such arrangements could lead to an à la carte or ‘variable geometry’ Europe, with each Member State free to choose whether to pursue a particular policy or to be part of a particular institution. This solution might appear attractively simple, but it would be the beginning of the end for the EU, which works by anticipating the common interests of its Member States, in both the short and the long term. It is based on the concept of solidarity — which means sharing the costs as well as the advantages. It means having common rules and common policies. Exemptions, derogations and opt-outs should be exceptional and of short duration. Transitional arrangements and phasing-in periods may sometimes be necessary, but unless all the Member States keep to the same rules and work towards the same goals, solidarity breaks down and the advantages of being in a strong and united Europe are lost.

At the same time, the economic crisis has shown that the countries that use the euro as their currency are in a special situation of dependency which has led them to function as a core group of countries within the EU.

Globalisation obliges Europe to compete not only with its traditional rivals (Japan and the US) but also with fast-rising economic powers such as Brazil, China and India. Can it continue restricting access to its single market in order to protect its social and environmental standards? Even if it did so, there would be no escape from the harsh realities of international competition. The only solution is for Europe to become a real global player, acting in unison on the world stage and asserting its interests effectively by speaking with one voice. Progress in this direction can only be achieved by moving towards political union. The President of the European Council, the Commission President and the High Representative of the Union for Foreign Affairs and Security Policy must together give the EU strong and consistent leadership.

Finally, Europe should punch its full weight in international affairs. One of the EU’s great strengths is its ability to spread European values beyond its borders. Values such as respecting human rights, upholding the rule of law, protecting the environment and maintaining social standards in the social market economy. What would count as success for the EU in the years ahead? Bringing its public finances back into balance. Coping with the ageing of its population in a way that does not unfairly penalise the next generation. Finding ethical responses to the huge challenges posed by scientific and technological progress — particularly in biotechnology. Ensuring security for its citizens without undermining their freedom. If it can do these things, Europe will continue to be respected and will remain a source of inspiration to the rest of the world.



PRIMER EJERCICIO – PARTE B

25 de Mayo de 2019

Los Opositores deberán realizar una traducción directa al español por escrito y sin diccionario, durante un tiempo máximo de UNA HORA, de un texto determinado por el Tribunal en uno de los idiomas inglés o francés.

Quel avenir pour l'Europe?

Jean Monnet, inspirateur des mécanismes et de la philosophie de la construction communautaire, concluait ainsi ses Mémoires en 1976: «Les nations souveraines du passé ne sont plus le cadre où peuvent se résoudre les problèmes du présent. Et la Communauté elle-même n'est qu'une étape vers les formes d'organisation du monde de demain» Peut-on considérer que l'Union n'est plus un projet politique pertinent face à la mondialisation? Faut-il au contraire se demander comment mieux valoriser le potentiel dont disposent plus de 500 millions d'Européens qui partagent les mêmes valeurs et les mêmes intérêts?

Dans une Union qui pourrait bientôt compter plus de trente membres, dont les histoires, les langues, les cultures sont si diverses, peut-on créer un espace politique commun, une conscience partagée d'être européen, tout en restant profondément attaché à sa nation, à sa région, à sa communauté? Cela est possible si les États, petits, moyens ou grands, choisissent d'observer entre eux le principe d'égalité des droits et de respect des minorités qui a fait le succès de la première communauté, la CECA, issue de la guerre, et fondant sa légitimité morale sur la réconciliation et la consolidation de la paix.

Sera-t-il possible de continuer à aller de l'avant dans la construction européenne au nom d'une volonté commune des États et des peuples de l'Union européenne? On pourrait considérer que les mécanismes de coopération renforcée — qui permettent à un groupe d'États membres volontaires d'aller plus loin et plus vite dans le domaine de leur choix —, s'ils se multipliaient, conduiraient à une Europe à la carte ou à géométrie variable, laissant à chaque État le choix de sa participation à telle politique ou à telle institution. Cette solution a priori simple serait en réalité le début de la décomposition du projet européen. Celui-ci repose sur une anticipation des intérêts communs partagés, sur les court et long termes, sur la notion de solidarité, qui est la mutualisation des avantages et des coûts. Les exceptions et les dérogations aux règles et aux politiques communes ainsi que les opting out devraient être exceptionnels et réduits dans le temps. Des délais de transition ou des phases d'adaptation sont parfois nécessaires, mais sans un objectif et une discipline communs à tous les États membres, aucun d'eux ne peut tirer profit des avantages du nombre et de la solidarité d'une Europe forte et cohérente.

Dans le même temps, la crise économique a montré que les pays dont la monnaie est l'euro se trouvent dans une situation particulière de dépendance qui les a amenés à fonctionner en tant que noyau dur au sein de l'Union.

L'Europe, dans la mondialisation considérée comme une lutte économique entre grandes puissances traditionnelles (États-Unis, Europe, Japon) et nouvelles puissances émergentes (Chine, Inde, Brésil) à croissance rapide, peut-elle encore restreindre l'accès à son marché au nom de la protection sociale et des normes environnementales? Même si elle optait pour une telle stratégie défensive, elle ne pourrait s'abstraire de la réalité de la compétition internationale. Au contraire, l'Union peut jouer son rôle d'acteur mondial à condition qu'elle se présente de plus en plus unie pour exprimer ses intérêts, ce qui suppose qu'elle progresse vers l'union politique. Le président du Conseil européen, le président de la Commission et le haut représentant pour les affaires étrangères et la politique de sécurité doivent apparaître comme un exécutif collectif cohérent et fort.

Finalement, l'Union devrait peser de tout son poids sur la scène internationale. L'un de ses atouts majeurs résidera dans la place et le rayonnement que ses valeurs (droits de l'homme, respect du droit, protection de l'environnement, maintien de minimums sociaux dans une économie de marché) lui donneront dans le monde. Selon qu'elle saura rétablir l'équilibre de ses finances publiques et faire face au vieillissement démographique sans sacrifier une génération au profit d'une autre, selon qu'elle trouvera les réponses éthiques adéquates aux gigantesques défis que posent déjà les progrès de la science et des biotechnologies, selon qu'elle sera en mesure de garantir la sécurité intérieure de ses citoyens sans porter atteinte aux fondements de l'espace de liberté, l'Europe continuera à être respectée et restera une source d'inspiration dans le monde.